



*Discours introductif au débat entre candidats à la Présidence de l'UBO, 10 février 2020*

Mesdames et messieurs, chers collègues, chers étudiantes et étudiants,

C'est un sentiment particulier qui m'anime au moment où s'ouvre ce débat, quatre ans après celui auquel Fabrice Huret et moi participions déjà. C'est un moment important pour la vie de l'UBO, et je remercie mon interlocuteur d'avoir finalement accepté d'y prendre part. Je remercie aussi bien sûr l'ensemble des services qui ont contribué à son organisation.

Demain, c'est vous qui déciderez de l'avenir de l'UBO : Il n'y a aucun principe magique, aucune loi naturelle qui ferait que le président sortant serait mécaniquement reconduit, et ce n'est que justice, c'est un principe universitaire auquel je tiens énormément, et qui fait tout le sens de la fonction. C'est le CA qui élit le président, et c'est très majoritairement vos élus au CA qui en décident, c'est donc votre vote demain qui en décidera !

C'est pourquoi j'ai souhaité ce débat, j'ai souhaité que nos échanges fassent naître la clarté, mettent aux prises deux personnalités mais aussi deux équipes et deux projets, dont nous sommes l'un et l'autre les représentants. Il y a d'autres listes, bien sûr, tout à fait légitimes et respectables, mais qui ne prétendent pas vous présenter un projet global pour l'UBO.

Président sortant, je dois aussi, avec toute mon équipe, présenter un bilan. Dans ces quatre années, nous avons tenu plus de 80% de nos engagements mais nous avons aussi dû relever le défi du déséquilibre financier qui nous guettait déjà en 2016. J'assume le PARI, toute l'équipe Demain l'UBO l'assume, non pas comme la réalisation d'un projet certes, mais comme une marque de responsabilité et de clarté. L'argent manque à l'UBO, et depuis bien longtemps. Les signes du danger existaient depuis le début des années 2010, où déjà Pascal Olivard écrivait, dans le cadrage budgétaire, qu'il fallait "maîtriser les heures complémentaires". Dès 2016, et bien avant mon élection, je n'ai pas promis monts et merveilles, ni promis de "raser gratis", j'avais déjà prédit des moments difficiles, car l'Etat n'assume plus ses missions : au contraire, l'Etat "en marche" assume explicitement aujourd'hui de ne plus vouloir les assumer ! Dans ces conditions, supprimer des heures de cours fut évidemment un choix difficile. Mais ce n'est pas une décision "dans l'absolu", c'est un choix rendu nécessaire entre d'une part le maintien de tous les horaires des formations et d'autre part le recrutement de titulaires et la reprise des investissements. Face à cette alternative, nous avons fait un choix. Je ne suis pas devant vous pour le renier, ni pour vous vendre du vent.

Ma candidature, et celle des listes Demain l'UBO, s'inscrit forcément dans une continuité, que nous portons fièrement. En quatre ans, croyons-nous, l'UBO a acquis un statut national et international nouveau, par l'EUR Isblue, par l'Université

européenne, par d'autres reconnaissances, d'autres distinctions où nous n'étions pas forcément attendus. J'en veux pour preuve par exemple la constance avec laquelle l'ONU Femmes France nous décerne son prix pour la promotion de l'égalité femmes-hommes, et je remercie Françoise Pène d'avoir conduit cette politique pendant ce mandat.

Malgré la situation financière difficile, nous avons accru notre offre de formation, en soutenant la création de deux licences (Sciences de l'éducation et Arts) qui attirent beaucoup d'étudiants, bien au-delà des frontières finistériennes. Nous avons créé une école d'orthophonie qui faisait cruellement défaut en Bretagne, nous avons enfin intégré l'école de sages-femmes qui ne demandait qu'à accéder au statut universitaire. Nous avons aussi su obtenir des moyens importants pour faire face à l'attrait mérité des filières de STAPS. Pour tous les lycéens de l'ouest breton, et pour nos étudiants, ce sont de nouveaux choix possibles à l'UBO, et c'est bien sûr un point essentiel de nos missions de leur offrir un vaste choix.

En recherche, nous avons tiré bénéfice de tous les travaux des décennies antérieures, en mer, via la reconnaissance mondiale dont nous bénéficions désormais ; en santé, en fortifiant les UMR existantes et en donnant à deux nouvelles unités le soutien pour prétendre aujourd'hui à la tutelle de l'INSERM ; en maths-stic en convainquant le CNRS de poursuivre son investissement dans nos deux unités, sans faire de l'UBO une "tutelle secondaire" ; en SHS enfin en changeant de logique dans l'attribution des dotations de fonctionnement, au bénéfice de ces unités qui dépendent plus que d'autres des moyens que l'UBO leur attribue. Et puis nous avons des pistes, des espoirs, pour enfin reconnaître l'importance de nos recherches dans d'autres secteurs, par exemple autour des questions d'alimentation.

Nous avons aussi poursuivi et développé les logiques de partenariat. Au niveau international, nous avons su créer des relations institutionnelles privilégiées avec le Québec, avec le Maroc, avec l'Australie, avec la Chine, etc. Sur le plan local, même le désastre de l'UBL et la confusion nationale (à Rennes, à Nantes...) autour des regroupements, nous auront vu tirer notre épingle du jeu via la création de l'Alliance Universitaire de Bretagne.

La continuité aujourd'hui ça veut dire quoi ? ça veut dire poursuivre certaines politiques et aussi en adapter d'autres à une situation nouvelle : poursuivre le travail sur la dotation de la recherche, et tirer parti de toute opportunité pour renforcer notre visibilité. Une université qu'on dit "périphérique" en France, qui a 32 unités de recherche, dont un gros tiers d'UMR, doit se poser la question de sa place nationale et internationale et mettre en avant tous ses points forts.

En formations, nous avons beaucoup à faire, notamment pour faire face aux nombreuses réformes engagées par le gouvernement : réforme du bac, réforme de l'accès aux études de santé, réforme des cursus en IUT, etc. A tout cela nous sommes assez bien préparés : nous avons acquis une expertise en orientation désormais reconnue (et donc financée !) au niveau national, nous savons aussi porter des expérimentations (comme en Santé), nous bénéficions d'une forte dynamique dans nos IUT, dont témoigne le projet d'ouverture d'un 3ème département à Morlaix. Le projet *Demain l'UBO* n'envisage aucune fermeture de formation, c'est-à-dire que nous nous engageons en connaissance de cause pour le maintien de toutes les mentions nationales actuelles de nos diplômes ainsi que pour le développement de nos formations hors LMD, dans les IUT, dans notre école d'ingénieurs, dans nos formations de santé. Nous allons devoir aussi anticiper la baisse démographique que l'ouest breton connaît déjà dans les écoles et les collèges, et voir comment attirer davantage

de jeunes non-bretons, qu'ils viennent de Strasbourg, de Québec ou de Shanghai, et donc aussi poursuivre vigoureusement l'internationalisation de nos formations, le Pôle Langues notamment y aidera.

Nous en sommes fiers, les étudiants et étudiantes qui viennent à l'UBO s'y plaisent, et y restent souvent, comme le soulignait un jeune docteur vendredi dernier, jusqu'à la fin de leurs études. Ils s'y plaisent pour la qualité des cours, pour la qualité de l'accompagnement administratif et technique dont ils bénéficient dans nos services, ils s'y plaisent pour la qualité de notre offre sportive et culturelle, ainsi que par la vitalité du tissu associatif. Faisons-en sorte de mieux faire connaître tous ces atouts, afin qu'ils viennent demain plus nombreux et de plus loin, notamment au niveau master.

Nous devons aussi repenser notre modèle social. La précarité des personnels à l'UBO s'est accrue pendant cette décennie, même si je suis fier d'avoir mis en oeuvre la charte des contractuels BIATSS voulue par Pascal Olivard. Cette charte doit être évaluée et, je crois, étendue aux personnels de recherche, aux enseignants, et surtout inscrite dans l'appréhension globale de notre responsabilité d'employeur. Le temps où les universités recrutaient des contractuels de façon marginale et très ponctuelle est derrière nous, le temps où l'Etat garantissait les moyens de payer tous ses titulaires aussi ! C'est un énorme chantier qui s'annonce, que nous mènerons dans le cadre d'une concertation sociale, comme nous l'avons d'ailleurs toujours fait pendant le mandat qui s'achève. Une transition s'annonce et nous devons y réfléchir, mais bien sûr, aucune politique sociale ne doit entraîner davantage de précarité à l'UBO.

Ce chantier implique aussi la poursuite de nos efforts envers l'ensemble des personnels BIATSS, sans lesquels il n'y aurait tout simplement pas d'UBO. Je suis très fier d'avoir réussi à faire voter chaque année l'augmentation du régime indemnitaire global. Cette démarche sera poursuivie, c'est d'ailleurs, comme pour les promotions internes des enseignants-chercheurs, l'un des engagements du PARI, on l'oublie trop souvent. Et nous allons bien sûr — l'engagement de Nelly Kervarec à mes côtés en témoigne — continuer à oeuvre en faveur du bien-être au travail.

Enfin, je veux évoquer l'université européenne SEA-EU, car c'est là le destin de l'UBO. Dès maintenant et a fortiori quand l'UBO en aura fini avec la nécessité de redresser ses comptes, l'UBO devra continuer à miser sur l'avenir, sur ses étudiants comme sur ses personnels, et SEA-EU nous offre un fil conducteur extraordinaire. D'abord parce que l'ancrage européen de l'UBO est l'une de ses missions et de ses fiertés, ensuite parce que la question du développement durable, des transitions énergétiques, numériques, écologiques, c'est-à-dire de notre réponse universitaire aux défis sociétaux nous interpelle tous dans toutes les composantes, dans tous les labos et ce défi nous stimule ! Cette grande opportunité est devant nous et nous avons les forces et l'espoir de faire vivre cette mission et cet idéal.

Pour conclure : j'aspire, avec autour de moi une équipe expérimentée, à conduire notre établissement pendant les quatre années qui viennent, conduire le PARI jusqu'à son terme et pouvoir ainsi relancer la machine, les recrutements, les investissements et continuer à soutenir tous les beaux projets qui fleurissent chaque année. Etre responsable, vouloir une bonne gestion, ce n'est surtout pas se priver de rêver, de vouloir une belle UBO pour les années qui viennent. Voilà le message que je souhaite, avec les listes *Demain l'UBO*, vous communiquer à la veille de l'élection !

Matthieu Gallou, pour les listes *Demain l'UBO*